

Dette gouvernementale

Je veux faire une brève étude de notre système de financement public, principalement depuis la Confédération, et ainsi constater les effets désastreux qu'il a provoqués sur la société canadienne.

Lorsque nous analysons le système de financement public au Canada pour en détecter les faiblesses afin de l'améliorer selon les désirs de toutes les provinces canadiennes, nous nous rendons compte que la mauvaise répartition des pouvoirs de taxation a toujours été à l'origine des luttes les plus épineuses, depuis les débuts du Pacte confédératif de 1867.

Cette petite révision historique nous fera toucher du doigt la cause première, et j'allais dire, la cause principale de toutes nos chicanes internes. Notre problème est un problème d'argent et rien d'autre, c'est un problème de gros sous. Les questions de langues, de religions et même de races ne sont que des futilités à comparer aux problèmes financiers qui ont comme conséquence de faire atteindre les plus hauts sommets d'endettement, où il devient financièrement impossible de rembourser le capital, parce que les intérêts doivent être payés cinq fois avant qu'un dollar du capital soit remboursé. Monsieur l'Orateur, il y a plusieurs manières d'asservir un peuple: militairement, politiquement ou autrement, mais la manière la plus odieuse est de l'asservir financièrement. Dieu sait si le gouvernement central en a profité depuis 100 ans pour restreindre financièrement l'influence des provinces dans les domaines relevant exclusivement de leur juridiction.

● (1700)

Je me demande, après la révision des événements des 100 dernières années, si ce lien diabolique n'a pas été inventé par le gouvernement britannique qui était le maître absolu de cette colonie du Nord de l'Amérique qu'on nommait le Canada, parce que les Britanniques étaient bien conscients de cette devise: *Divise et tu gouverneras*. Il fallait, en tout premier lieu, sauvegarder les intérêts de la Couronne face aux sujets britanniques, même si les moyens n'étaient pas toujours civilisés. Aussi, je suis l'un de ceux qui croient que l'Acte de l'Amérique du Nord britannique est d'abord et avant tout un geste du gouvernement de Londres qui, par un simple bill privé du ministère de la Colonisation, imposa à ses sujets de la colonie du Nord un simulacre de gouvernement responsable qu'ils ont appelé la nouvelle confédération de l'Amérique du Nord britannique.

Nous constatons ici que la Couronne britannique fut très diplomate, puisqu'il s'agissait d'éviter une lutte armée entre deux groupes, anglophone et francophone, où ces derniers dominaient en nombre. La Couronne savait très bien que, pendant que le fédéral et les provinces se disputeraient pour la possession de la plus grosse part du gâteau, cela servirait ses intérêts qui étaient de percevoir le plus de redevances possible du Canada. C'est un peu comme le gérant de deux gros boxeurs. Il les fera battre ensemble pour mieux en tirer profit. Je crois que c'est ce que les Canadiens destinés à vivre ensemble au Canada sur cette terre d'Amérique tant anglophones que francophones n'ont jamais très bien compris. Pourtant, nous semblons être des gens intelligents d'un côté comme de l'autre. Pourquoi ne pas s'asseoir une fois pour toutes autour d'une table et discuter intelligemment de cette question d'argent et d'endettement. Voilà en quelques mots notre petite histoire financière qui est la cause de nos sempiternels affrontements.

[M. Gauthier (Roberval).]

Regardons agir le gouvernement fédéral. Que veut-il? Plus d'argent et plus de pouvoir d'endetter les provinces. Regardons maintenant les provinces. Que veulent-elles? Plus d'argent et plus de pouvoir d'emprunt, pour satisfaire les besoins des populations des municipalités. Regardons les villes, les municipalités, les commissions scolaires qui ont aussi besoin d'argent. Ce problème ne peut être solutionné par la base, c'est-à-dire la population du Canada victime impuissante de ce drame financier. Notre société est malade. Le gouvernement central a soif de pouvoir. Il veut être le maître incontesté du Canada et pour y parvenir il utilisera tous les moyens à sa disposition. Tantôt, il proclamera du haut de son autorité des décrets ministériels, pour imposer telles lois ou telles directives aux provinces. Une autre fois, à la manière du serpent, il s'introduira dans les juridictions exclusives des provinces, prétextant que c'est pour leur venir en aide, semblable au voleur qui distribue le fruit de son larcin, pourvu qu'il en récolte quelque popularité.

Le gouvernement fédéral agit comme si les provinces n'avaient pas assez d'hommes intelligents pour s'administrer et conclure des ententes entre elles. Depuis quelques années, le gouvernement a même créé un ministère pour retourner dans les provinces un peu des fonds qu'il a ramassés dans ces mêmes provinces, sans passer par les gouvernements provinciaux. Au cours des années passées, il a inventé les fameux programmes à frais partagés au nombre de 49 en 1964 et peut-être encore plus nombreux aujourd'hui.

C'est depuis le tout début que le Québec demande d'annuler les programmes touchant à sa compétence et de les remplacer par des retours de points d'impôt, parce que tout ce que le gouvernement central fait là-dedans, c'est percevoir l'impôt dans les provinces, pour remettre à ces mêmes provinces un peu de l'argent perçu. Je dis: un peu, parce que je me suis déjà fait répondre à la Chambre, alors que je voulais savoir quel pourcentage revenait aux provinces, que lorsqu'on collectait \$5, on remettait \$2. Nous avons entendu une autre chanson cet après-midi, et j'en dirai un mot tout à l'heure.

C'est depuis ce temps que j'appuie à 100 p. 100 la province de Québec qui veut rapatrier ses impôts, parce qu'il en coûte vraiment trop cher pour faire collecter le gouvernement fédéral. Plus récemment, le gouvernement a créé le ministère de l'Expansion économique régionale, dans le prétendu but de lutter contre les inégalités régionales. La fin est bonne en soi, mais c'est ce qu'il cache qui est moins bon. Je me souviens encore d'une séance du comité de l'Expansion économique régionale, alors que nous étions appelés à voter 500 millions de dollars à la veille d'élections générales. L'honorable Jean Marchand, ministre d'alors, s'empressait de parcourir les régions afin de faire distribuer des millions de dollars principalement dans les industries à saveur libérale, et qui ont soit fait faillite, soit vendu leurs industries après avoir «empoché» les millions de dollars provenant de l'Expansion économique régionale. La plupart des industries qui ont fait faillite avaient dû oublier que les octrois qui étaient accordés ne couvraient même pas les intérêts que nécessitait l'emprunt nécessaire à leurs industries.

Cependant, ce n'était pas là l'important pour le parti libéral, puisque l'objectif politique de la campagne électorale était atteint. C'est encore la même chose aujourd'hui: on n'a qu'à regarder venir surtout les élections partielles! Suivons le travail de l'honorable ministre de l'Expansion économique régionale